

Marchés du travail : un freinage sans retournement généralisé

Perspectives 2026-2027 pour l'économie mondiale

Ismaël Ramajo, IFE-OFCE, DAP

Version en ligne de la prévision : www.ofce.fr/prev/prev2609

Dans cette prévision :

France

- Contexte macroéconomique
- Cadrage et prévision
- Emploi
- Ménages
- Entreprises
- Finances publiques
- Commerce extérieur

International

- Synthèse internationale
- Politique monétaire
- Finances publiques
- Inflation
- Marché du travail**
- Commerce international

Analyses Pays

- Allemagne
- Espagne
- Royaume-Uni
- États-Unis
- Chine
- Asie (hors Chine)

Comptes Pays

- Allemagne
- Espagne
- France
- Italie
- Royaume-Uni
- États-Unis

Veillez citer ce travail comme suit :

Ismaël Ramajo (2026). « Marchés du travail : un freinage sans retournement généralisé », *Prévisions d'octobre 2026*, IFE|OFCE.

Première publication : 14 octobre 2026

Dernière modification : 13 octobre 2026

Contact

Institut Français d'économie
10 place de Catalogne
75014 Paris, FRANCE
Tel : +33 1 44 18 54 24
<https://www.ofce.fr>

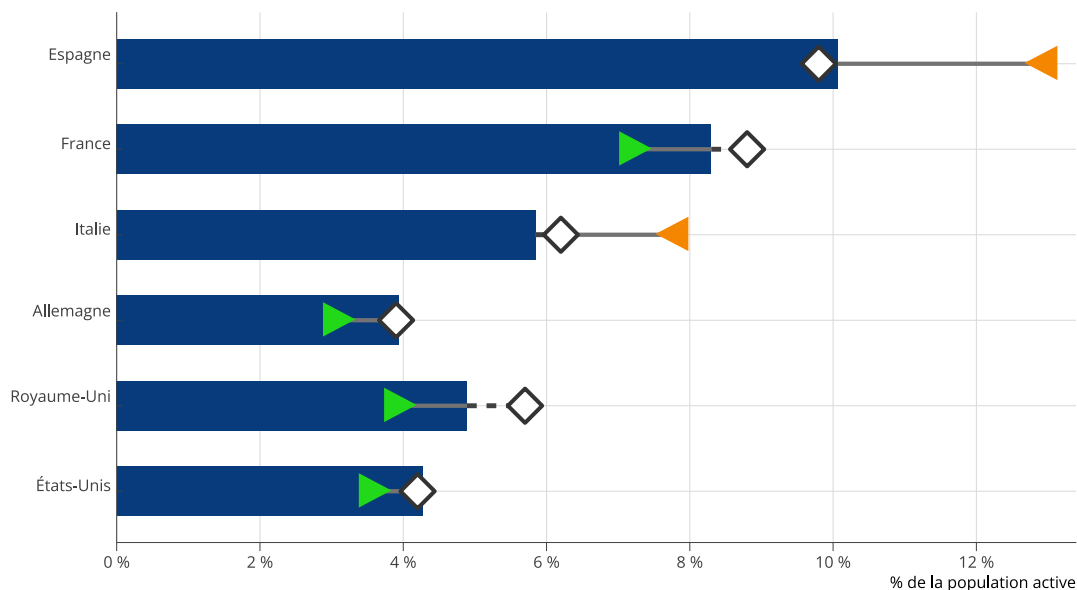
Marchés du travail : un freinage sans retournement généralisé

Perspectives 2026-2027 pour l'économie mondiale

Ismaël Ramajo

1 Des évolutions contrastées des marchés du travail

Depuis la fin de 2022, les marchés du travail des principales économies développées suivent des trajectoires de plus en plus contrastées. En France, le taux de chômage avait atteint 7,2 % fin 2022, soit son niveau le plus bas depuis 2008. Il remonte depuis lors pour s'établir à 8,3 % au deuxième trimestre 2026 (graphique 1, onglet « Chômage »). Ce mouvement n'est pas propre à la France : entre le quatrième trimestre 2022 et le deuxième trimestre 2026, le taux de chômage est passé de 3,1 % à 3,9 % en Allemagne, de 3,9 % à 4,9 % au Royaume-Uni et de 3,6 % à environ 4,3 % aux États-Unis, soit des hausses respectives de 0,8, 1,0 et 0,7 point. À l'inverse, le taux de chômage a continué de reculer en Espagne et en Italie. En Espagne, il est passé de 12,9 % au quatrième trimestre 2022 à 10,1 % au deuxième trimestre 2026, son niveau le plus faible depuis 2008. En Italie, il a reculé de 7,8 % à 5,8 % sur la même période.

Graphique 1 : Évolution depuis fin 2022 des taux de chômage, d'emploi et d'activité

Évolution T4 2022–T2 2026 ▲ Hausse ▼ Baisse - - - Prévision IFE-OFCE – T4 2027

Champ : Données corrigées des variations saisonnières. Taux de chômage : 15 ans et plus ; taux d'emploi et d'activité : 15-64 ans.

Note : La barre bleue représente le niveau observé au T2 2026 ; le symbole indique le niveau au T4 2022. Un triangle vert orienté vers la droite indique une hausse entre le T4 2022 et le T2 2026, un triangle orange vers la gauche une baisse, et un cercle gris une quasi-stabilité. Le segment relie les niveaux du T4 2022 et du T2 2026. Le segment pointillé et le losange indiquent la prévision IFE-OFCE pour le T4 2027. Veuillez retrouver ce graphique sur www.ofce.fr/prev/prev2609/inter/marche_travail.html

Sources : Insee, enquête Emploi (France) ; OCDE, Infra-annual Labour Statistics (autres pays) ; prévisions IFE-OFCE octobre 2026.

Dernier point connu : T2 2026.

Les taux d'emploi font également apparaître des évolutions contrastées. Entre le quatrième trimestre 2022 et le deuxième trimestre 2026, le taux d'emploi des 15-64 ans progresse de 0,6 point en France, de 68,4 % à 69,0 %. Il évolue peu en Allemagne (+0,3 point), au Royaume-Uni (stable) et aux États-Unis (+0,2 point). La progression est en revanche nettement plus marquée en Espagne (+3,3 points, à 67,6 %) et en Italie (+2,5 points, à 63,1 %). L'Allemagne conserve, parmi les pays étudiés, le taux d'emploi le plus élevé, à 77,3 % au deuxième trimestre 2026, ainsi que le taux de chômage le plus faible (graphique 1, onglet « Emploi »).

Le diagnostic est différent pour la participation au marché du travail : les taux d'activité progressent dans l'ensemble des pays étudiés entre le quatrième trimestre 2022 et le deuxième trimestre 2026. En France, le taux d'activité des 15-64 ans augmente de 1,6 point, de 73,8 % à 75,4 %. La hausse atteint également 1,3 point en Espagne, 1,2 point en Italie et 1,1 point en Allemagne ; elle est un peu plus modérée au Royaume-Uni et aux États-Unis (+0,8 point dans les deux cas). L'Allemagne conserve le taux d'activité le plus élevé de l'échantillon, à 80,6 % au deuxième trimestre 2026 (graphique 1, onglet « Activité »). La remontée du chômage observée dans plusieurs économies ne traduit donc pas un retrait généralisé de la population du marché du travail : elle résulte plutôt d'une progression de l'emploi devenue insuffisante pour absorber celle de la population active.

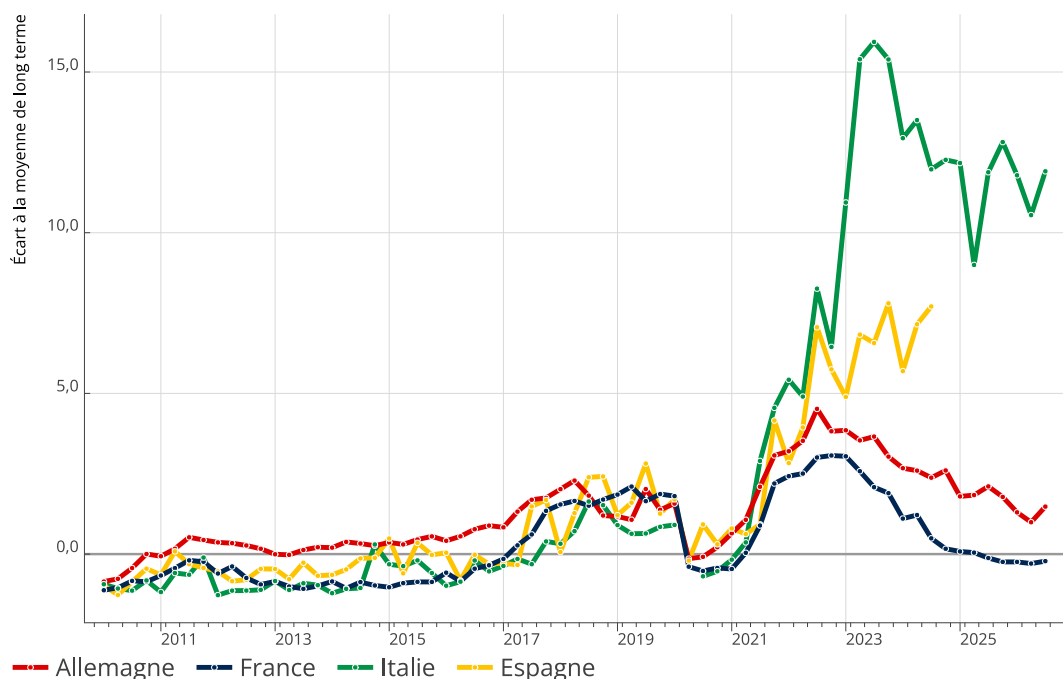
À l'horizon de la fin 2027, les trajectoires de chômage resteraient contrastées. En France, le taux de chômage poursuivrait sa hausse pour atteindre 8,8 %. Il augmenterait également au Royaume-Uni, jusqu'à 5,7 %, et en Italie, à 6,2 %. À l'inverse, il continuerait de diminuer en Espagne pour passer sous le seuil des 10 %, à 9,8 %, tandis qu'il resterait proche de son niveau actuel en Allemagne, autour de 3,9 %, et aux États-Unis, à 4,2 % (graphique 1, onglet « Chômage »). En Espagne, cette poursuite de la baisse du chômage s'inscrirait dans un contexte de croissance encore soutenue et de ralentissement progressif de la population active ; aux États-Unis, le ralentissement de la population active contribuerait également à contenir le chômage.

Ces trajectoires de chômage recouvrent des dynamiques d'emploi très différentes. En Allemagne, l'emploi total reculerait nettement, de 240 000 personnes en 2026 puis de 172 000 en 2027, les entreprises absorbant le regain d'activité davantage par des gains de productivité que par de nouvelles embauches. En France, l'emploi total resterait quasiment stable entre fin 2025 et fin 2027 : les destructions d'emplois salariés, notamment dans le secteur marchand, seraient largement compensées par la poursuite des créations d'emplois non salariés. Aux États-Unis, après son recul en 2026, l'emploi progresserait de nouveau mais à un rythme modéré en 2027.

2 Les tensions de recrutement reflètent cette divergence

Les enquêtes auprès des entreprises donnent une image cohérente avec celle fournie par le chômage et l'emploi. Dans les quatre principales économies de la zone euro, les difficultés de recrutement ont nettement reflué après les sommets atteints à la sortie de la crise sanitaire, mais leurs trajectoires commencent à diverger à partir de la fin 2022 : le reflux se prolonge en France et en Allemagne, tandis qu'en Espagne et en Italie les tensions repartent à la hausse après un recul temporaire (graphique 2).

Graphique 2 : Difficultés de recrutement dans les principales économies de la zone euro



Note : Indicateur synthétique des pénuries de main-d'œuvre dans l'industrie, les services et la construction, pondéré par la structure de l'emploi salarié des trois secteurs. Standardisation par pays sur 2004-2019. L'indicateur n'est calculé que lorsque les trois composantes sont disponibles. Pour l'Espagne, la série s'arrête au T3 2024 en raison de l'absence de données plus récentes dans les services.

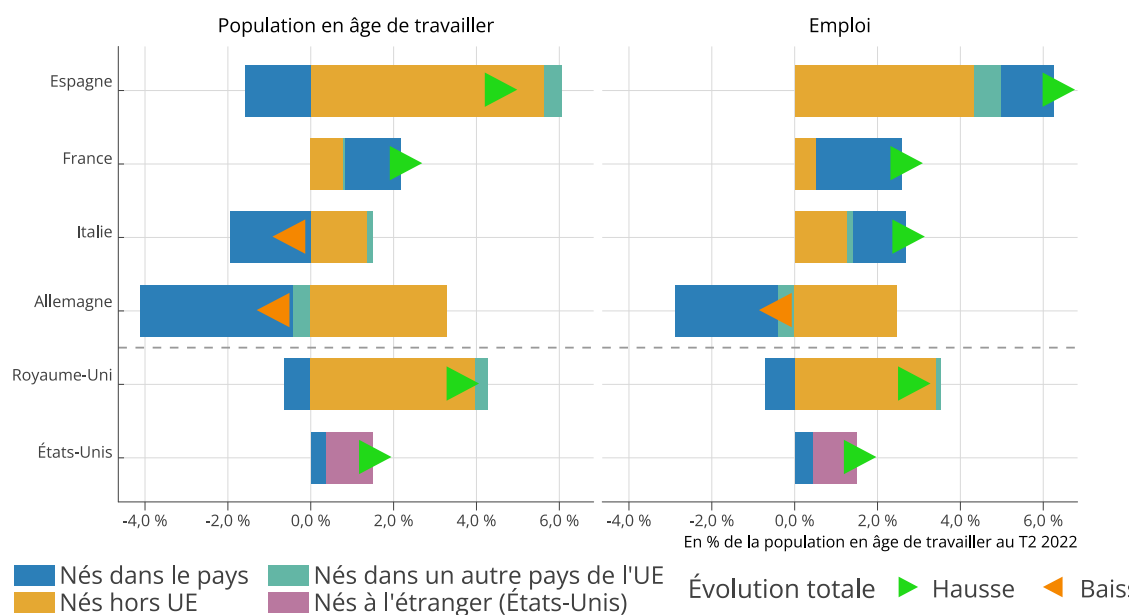
Sources : Commission européenne, Business and Consumer Surveys ; Eurostat ; calculs IFE-OFCE.

Dernier point connu : T3 2026.

En Espagne, les difficultés de recrutement restent orientées à la hausse jusqu'à la dernière observation disponible, au T3 2024. En Italie, elles demeurent également à un niveau élevé. À l'inverse, les tensions ont nettement diminué en Allemagne et en France depuis leur pic de la mi-2022. En Allemagne, les difficultés de recrutement ont toutefois continué de dépasser leur moyenne de long terme, avant de se redresser à partir de la mi-2026. La France se distingue davantage : elle est le seul des quatre pays où l'indicateur est passé sous sa moyenne de long terme, signalant un niveau de tensions désormais faible.

3 Les dynamiques démographiques contribuent différemment aux évolutions d'emploi

Les évolutions des taux d'emploi ne rendent qu'imparfaitement compte des différences de dynamique entre pays : elles doivent être rapprochées de celles de la population en âge de travailler. Entre le deuxième trimestre 2022 et le deuxième trimestre 2026, les évolutions de l'emploi se sont en effet accompagnées de trajectoires démographiques très différentes (graphique 3).

Graphique 3 : Variation de la population en âge de travailler et de l'emploi selon le lieu de naissance

Champ : 15-64 ans pour la France, l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie ; 16-64 ans pour le Royaume-Uni et les États-Unis.

Note : Variation entre le T2 2022 et le T2 2026, rapportée à la population en âge de travailler au T2 2022. Les données ne sont pas désaisonnalisées. Pour le Royaume-Uni, la population et l'emploi des 16-64 ans sont reconstitués à partir des niveaux et taux d'inactivité et des taux d'emploi publiés par l'ONS. Pour les États-Unis, les personnes nées à l'étranger ne sont pas ventilées selon leur région de naissance. Le triangle indique la variation totale : un triangle vert orienté vers la droite indique une hausse et un triangle orange vers la gauche une baisse.

Sources : Eurostat (EU-LFS) ; ONS (Labour Force Survey A12) ; U.S. Census Bureau (Current Population Survey).

Dernier point connu : T2 2026.

L'Espagne constitue le cas le plus marqué. La forte progression de l'emploi s'est accompagnée d'une augmentation importante de la population en âge de travailler, largement portée par les personnes nées à l'étranger, hors de l'Union européenne¹. Le dynamisme du marché du travail espagnol s'inscrit ainsi dans une phase d'expansion démographique : les créations d'emplois ont permis d'absorber une population active elle-même en forte progression. Cette dynamique démographique ne se limite pas aux dernières observations : depuis 2022, l'augmentation de la population espagnole repose largement sur la population étrangère et les travailleurs étrangers ou binationaux ont représenté une part majoritaire des créations d'emplois entre 2022 et 2025².

En Allemagne, la dynamique est différente. La progression de la population et de l'emploi parmi les personnes nées à l'étranger compense en grande partie leur recul parmi les personnes nées dans le pays. La progression de la population née à l'étranger compense ainsi les effets du vieillissement et de la contraction de la population d'âge actif, limitant la

¹La catégorie « personnes nées à l'étranger » ne distingue pas selon la date d'arrivée dans le pays : elle comprend donc aussi des personnes installées depuis longtemps. La progression observée entre 2022 et 2026 est compatible avec l'arrivée récente de nouveaux immigrés, mais les données utilisées ici ne permettent pas d'en isoler directement la contribution.

²Voir OFCE, *Focus Espagne*, Prévisions 2026, « Immigration et marché du travail en Espagne », https://www.ofce.fr/prev/prev2603/fiches/encadre_espagne_focus.html

baisse de l'emploi total. Cette configuration permet également de comprendre pourquoi l'Allemagne conserve des taux d'emploi et d'activité élevés alors même que l'emploi total s'essouffle.

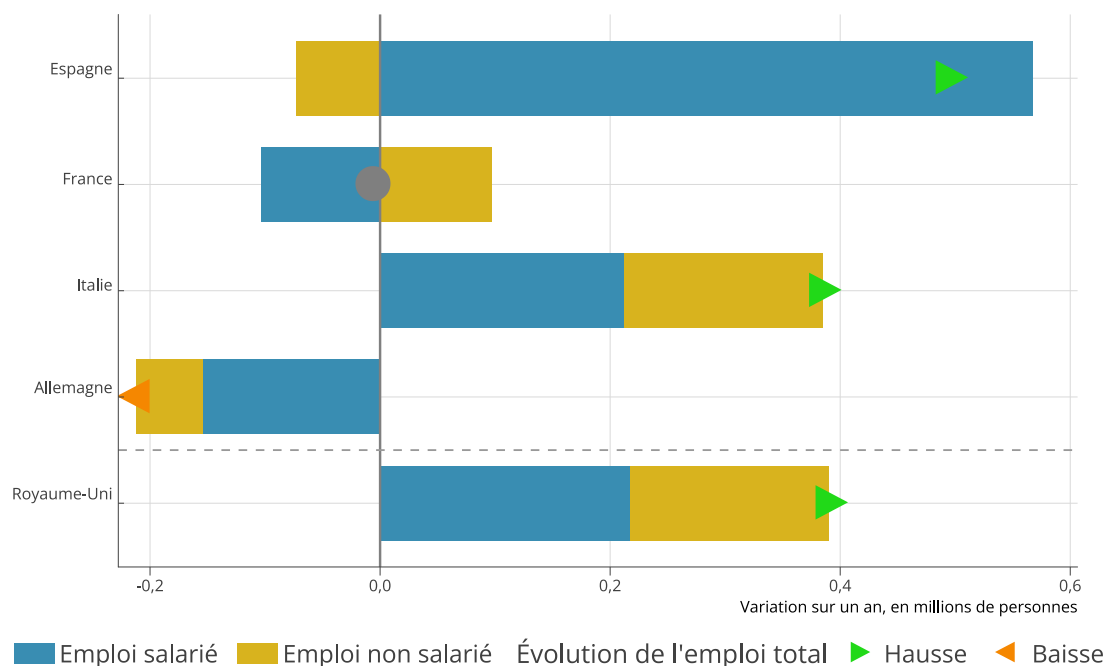
La France occupe une position intermédiaire. Les personnes nées à l'étranger contribuent également à la progression de la population en âge de travailler et de l'emploi, mais dans des proportions plus limitées qu'en Espagne ou en Allemagne. La dynamique française apparaît donc moins directement portée par la progression de la population née à l'étranger, tandis que le ralentissement récent de l'emploi intervient dans un contexte où la population active continue de progresser. Cette contribution relativement limitée de la population née à l'étranger à la dynamique démographique française sur la période 2022-2026 pourrait toutefois évoluer : les projections démographiques les plus récentes retiennent désormais un solde migratoire de +150 000 personnes par an³.

4 En France, le non-salariat amortit le recul de l'emploi salarié

La décomposition de l'emploi selon le statut fait apparaître une spécificité française marquée. Sur un an au deuxième trimestre 2026, l'emploi salarié diminue de 103 000 personnes, tandis que l'emploi non salarié augmente de 97 000. La progression du non-salariat compense ainsi presque entièrement le recul de l'emploi salarié : au total, l'emploi est quasiment stable sur un an (-6 000). Cette configuration distingue nettement la France des autres pays européens (graphique 4). Cette progression du non-salariat doit toutefois être interprétée avec précaution. Les données disponibles ne permettent pas de décomposer les créations d'emplois non salariés de 2026 selon leur statut, mais la dynamique observée au cours des dernières années est largement portée par le micro-entrepreneuriat : en 2024, le nombre de micro-entrepreneurs économiquement actifs a augmenté de 8,2 %, contre 0,7 % pour les autres non-salariés, et ils représentent désormais plus de la moitié des non-salariés non agricoles. Ces emplois ne correspondent pas nécessairement au même volume de travail qu'un emploi salarié : un tiers des micro-entrepreneurs cumule cette activité avec un emploi salarié et leur revenu d'activité non salariée s'établissait en moyenne à 680 euros par mois en 2024⁴.

³Insee, *Projections de population à l'horizon 2070 : une population plus âgée qu'en 2026, et probablement moins nombreuse*, Insee Première, n° 2108, juin 2026. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/9004289>

⁴Insee, *Les revenus d'activité des non-salariés en 2024*, Insee Première, n° 2114, juin 2026. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/9013403>

Graphique 4 : Contributions de l'emploi salarié et non salarié à l'évolution de l'emploi

Champ : Emploi intérieur (concept domestique), données non corrigées des variations saisonnières.

Note : Variation sur un an. Dernière observation : T2 2026 pour la France, l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie ; T1 2026 pour le Royaume-Uni. Les barres indiquent les contributions de l'emploi salarié et non salarié. Le symbole indique la variation de l'emploi total : un triangle vert orienté vers la droite indique une hausse, un triangle orange vers la gauche une baisse et un cercle gris une quasi-stabilité.

Sources : OCDE, comptes nationaux trimestriels ; calculs IFE-OFCE.

Dans la plupart des pays, emploi salarié et non salarié évoluent en effet dans le même sens. En Allemagne, leur recul conjoint (-154 000 salariés et -58 000 non-salariés) conduit à une diminution de l'emploi total de 212 000 personnes. À l'inverse, les deux composantes progressent en Italie (+212 000 et +173 000 respectivement) ainsi qu'au Royaume-Uni (+217 000 et +173 000 à la dernière observation disponible, au premier trimestre 2026).

L'Espagne constitue l'autre cas où les deux composantes évoluent en sens opposé, mais selon une configuration inverse de celle de la France. L'emploi salarié y augmente fortement sur un an (+567 000), tandis que l'emploi non salarié recule de 73 000, portant la hausse de l'emploi total à près de 500 000 personnes. Cette opposition peut aussi comporter une dimension cyclique. Des travaux sur le lien entre chômage et entrepreneuriat suggèrent que le travail indépendant peut jouer un rôle de « refuge » lorsque les débouchés salariés se dégradent⁵. La configuration observée en France et en Espagne est cohérente avec ce mécanisme, sans permettre d'en établir directement la causalité.

⁵Aubry, M., Bonnet, J. et Renou-Maissant, P. (2015), « Entrepreneurship and the business cycle: the "Schumpeter" effect versus the "refugee" effect — A French appraisal based on regional data », *The Annals of Regional Science*, 54(1), 23-55. À partir de données trimestrielles régionales françaises sur 1993-2011, les auteurs mettent en évidence un effet de « refuge » : la dégradation du marché du travail et la hausse du chômage peuvent favoriser les créations d'entreprises. <https://doi.org/10.1007/s00168-014-0645-x>

En Espagne, ce recul du non-salariat peut en outre avoir été renforcé par la Ley Rider de 2021, qui a introduit une présomption de salariat pour certains travailleurs des plateformes numériques de livraison⁶. Cette évolution institutionnelle peut avoir contribué à des transferts de l'emploi indépendant vers l'emploi salarié.

5 Un ralentissement plutôt qu'un retournement

Après une phase commune de fortes tensions à la sortie de la crise sanitaire, les trajectoires commencent à diverger à partir de la fin 2022. En France et en Allemagne, le marché du travail s'essouffle : le chômage remonte, les tensions de recrutement refluent et l'emploi perd de son dynamisme. En Allemagne, ce ralentissement se traduit par un recul de l'emploi total ; en France, il concerne surtout l'emploi salarié, dont la baisse est presque entièrement amortie par la progression du non-salariat. À l'inverse, l'Espagne et l'Italie continuent de créer des emplois et de faire reculer leur chômage. Les évolutions démographiques, notamment la progression de la population née à l'étranger en Espagne et en Allemagne, contribuent aussi à ces écarts. À l'horizon 2027, le ralentissement devrait donc se poursuivre sans déboucher sur un retournement généralisé.

⁶Ley 12/2021 du 28 septembre, Boletín Oficial del Estado